



Ce n'est qu'un début...

Vendredi 31 mars 2017 – N°163



par Hubert Tassin – Président des P.P.

Face à un Etat qui a mené depuis 2011 une politique des jeux et paris marginalisant de façon déterminée et continue les filières du cheval, les différentes familles concernées ont affiché mercredi dernier, en descendant dans la rue, leur détermination commune à se mobiliser.

C'est évidemment une évolution très positive dont on doit se féliciter. Le renoncement au test du « live betting » dans une centaine de points de vente de la Française des Jeux, obtenu par la mobilisation du collectif de Jeunes Professionnels animé par Thibault Lamare est un signal. Face à un pouvoir politique finissant, à des ministres en fin de mandat, la détermination a payé. Elle paiera encore – et plus encore – demain si nous restons unis et fermes sur nos positions.

Un front uni face à l'Etat

Ce n'est pas tous les jours que l'Institution des Courses descend dans la rue pour faire comprendre sa problématique. Elle l'a fait à l'initiative d'un collectif de Jeunes Professionnels dont il faut saluer la détermination et l'entrain créatif, mais aussi la force de conviction qui a su

faire reculer les soutiens publics à la stratégie de la Française des Jeux. Le modèle d'économie mixte des courses françaises impose des négociations dans les antichambres du pouvoir. Ensemble, nous avons montré que les acteurs pouvaient, comme tant d'autres, descendre dans la rue, bloquer – sagement – la circulation et utiliser des moyens de communication que nos « cousins » des autres filières agricoles savent parfaitement employer.

Cette initiative, la plus spectaculaire, est révélatrice d'une tendance récente et salutaire : l'union des énergies pour se faire entendre par l'opinion publique, avec l'objectif de peser sur un État sourd voire autiste. À la fin, c'est cet État qui a la main, ce qui justifie la mobilisation d'hier et, plus encore peut-être, celle de demain.

C'est ainsi que la réunion organisée à Saint-Cloud en présence de candidats à l'élection présidentielle (ou de leurs représentants) prolongera efficacement la mobilisation de la Porte Dorée. Le pouvoir d'aujourd'hui a cédé sur un dossier spécifique. C'est avec le prochain gouvernement que les courses devront définir leur nouveau modèle économique, qui passera par la définition d'une politique publique du marché des jeux et paris. L'équilibre des filières financées par les jeux – qui était une disposition législative de l'ouverture du marché sur internet dans la loi de 2010 – devra en être un des impératifs.

Contrairement à ce que je peux lire ici ou là, l'Institution des Courses ne saura s'en sortir



seule, avec ses propres plans d'économies, avec ses réductions de voilures, avec une destruction de ses outils de travail, avec une entrée dans une spirale de récession provoquée par la contraction des allocations et donc des effectifs, une disparition de nombre d'entreprises d'élevage et d'entraînement, d'hippodromes dans nos régions.

Demain

Le front uni a donné des armes dans la négociation sur le « live betting ». Il va permettre demain de faire comprendre que les déficits actuels sont la conséquence d'une politique publique qui a réduit, sans modification de la fiscalité, le périmètre de ce qui était autrefois le monopole du PMU. Monopole qui n'en est plus vraiment un. Les régimes fiscaux doivent être la contrepartie de la redistribution des cartes.

En plusieurs occasions, les acteurs des courses, à travers les associations représentatives des propriétaires, des éleveurs ou des entraîneurs, se sont mobilisés directement sans attendre que les société-mères –responsables de la gestion des filières aux termes du décret organisant les choses- viennent fédérer, négocier, organiser, gérer. C'est une évolution notable. L'Union d'associations souvent en concurrence et régulièrement en compétition électorale a bien fonctionné. Nous avons heureusement –et somme toute assez spontanément– pu dépasser nos divergences ou nos rivalités. Signer des courriers communs à l'attention des ministres, organiser des pétitions ou défiler ensemble dans la rue, voilà une attitude nouvelle qu'il convient maintenant de prolonger.

Les objectifs de retour à la croissance pour les

filières hippiques demandent une mobilisation tous azimuts. La négociation politique en sera l'aboutissement. Mais cette négociation-là n'a plus aujourd'hui un caractère exclusif et les acteurs des courses veulent, peuvent légitimement peser sur leur propre destin.

Continuons le combat

Car il ne faudrait évidemment pas que le pouvoir politique considère sa concession de mercredi dernier sur le « live betting » comme une réponse à nos préoccupations qui solde le débat. Evidemment non.

Le pouvoir politique a multiplié les obstacles au développement des paris hippiques avec l'évolution catastrophique de la TVA, l'obligation de séparer les masses, la limitation des paiements en liquide... Le déséquilibre entre paris hippiques et paris sportifs est maintenant patent. Dans ce contexte, il n'est pas question de se contenter de la décision –salutaire– obtenue sous la pression de la rue.

Cette mobilisation réussie devra peut-être à nouveau se mettre en branle. Les acteurs des courses ont montré qu'ils étaient capables de se rassembler. Les chevaux de sports ont montré en d'autres occasions leur capacité à mobiliser également. Demain, ensemble, s'il le faut, nous pourrions être plus nombreux et plus pressants encore.

Selon l'expression consacrée, ce n'est qu'un début, continuons le combat.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr